

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
ZA n° 2 "Les Ailes"
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY

Parçay-Meslay, le 30/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SERIOPLAST FRANCE SAS

ZI Sud
37130 LANGEAIS

Références : 2022 - 754/GC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement SERIOPLAST FRANCE SAS implanté ZI Sud 37130 LANGEAIS. L'inspection a été annoncée le 31/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIOPLAST FRANCE SAS
- ZI Sud 37130 LANGEAIS
- Code AIOT dans GUN : 0010000719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SERIOPLAST fait partie d'un groupe italien. Le site de Langeais emploie 65-70 personnes (intérimaires compris selon les périodes). Il se compose d'un secteur production fonctionnant en 3x8 en semaine, un laboratoire, un secteur développement, et un dernier secteur administratif regroupant les ressources humaines et la direction.

L'établissement assure plus particulièrement le flaconnage plastique pour les secteurs cosmétique, pharmaceutique et alimentaire à partir de billes plastiques chauffées, agglomérées, puis soufflées ou extrudées.

Ces dernières années, et ce en dépit de la pandémie, la société a retrouvé une puissance économique lui permettant de réaliser de nombreux investissements nécessaires à la mise en

conformité des installations de l'établissement au regard de la réglementation en vigueur, et à leur modernisation (chiffre d'affaires de l'ordre de 14 millions d'euros par an).

La société SERIOPLAST s'est notamment engagée dans le renouvellement et la modernisation de son parc machine. Sur les 27 machines présentes encore présente en 2017, produisant 162 millions de flacons, 9 ont été arrêtées (dont 7 sont d'ores et déjà démantelées et vendues). Les 18 machines encore en fonctionnement en 2020 ont permis de produire 125 millions de flacons. 3 nouvelles machines (investissement d'un million d'euros par machine), en cours d'installation, portant le parc à 21 machines, permettront de produire 49 millions de flacons supplémentaires par an et générer un potentiel de production supérieur à la situation antérieure. L'objectif de la société est par ailleurs de renouveler l'intégralité du parc machine. Il convient de noter que les machines nouvellement installées sont moins énergivores et produisent moins de déchets (concernant les huiles notamment).

Les activités de sérigraphie ont par ailleurs été arrêtées.

L'établissement est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 15000 du 4 mai 1998 autorisant la société POLYFLEX (nouvellement SERIOPLAST) à exploiter une unité de fabrication de flacons en plastique sur la commune de LANGEAIS (37130). Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n° 17386 du 17 février 2004 et par l'arrêté préfectoral n° 18832 du 23 juillet 2010. Il est soumis à autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées n° 2661 relative à la transformation de polymères, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 18 tonnes par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux constats de l'inspection du 27 janvier 2021 (situation administrative, prévention du risque incendie, gestion des déchets).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1 et D1 VI 27/01/2021	Code de l'environnement du 27/06/2022, article L.181-14	/	Sans objet
NC3, NC4 et D2 VI 27/01/2021	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 5.7 de l'annexe	/	Sans objet
NC5, D4 et R1 VI 27/01/2021	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 59	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2 VI 27/01/2021	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46	/	Sans objet
D3 VI 27/01/2021	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57	/	Sans objet
NC6 et NC7 VI 27/01/2021	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 40	/	Sans objet
NC8 VI 27/01/2021	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 39	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1 et D1 VI 27/01/2021

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/06/2022, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modifications et classement des installations et activités
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article « L. 181-32 ». L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : Les modifications qui découlent de l'évolution du parc machines et de l'arrêt de l'activité sérigraphie n'ont pas été portées à la connaissance de la préfète avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment un bilan du classement des activités exercées au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Observations : Constats du 27/01/2021 : NC1, de niveau 2 : Les modifications qui découlent de l'évolution du parc machines et de l'arrêt de l'activité sérigraphie n'ont pas été portées à la connaissance de la préfète avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. D1 : Au vu des modifications des installations de l'établissement des dernières années et des évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il est demandé à l'exploitant de faire le bilan du classement des activités exercées et de le communiquer à l'inspection. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que la société SERIOPLAST, consécutivement à la pandémie de covid19, a pris la décision de réorganiser l'ensemble de ses établissements pour mettre en place une plus grande proximité entre la production et le client final. Cette décision induit notamment des transferts de machines supplémentaires entre sites du groupe, l'établissement de Langeais étant largement impacté. Au vu des nombreuses évolutions passées et en cours (parc machines notamment), dont l'état final n'est pas encore arrêté, l'exploitant a indiqué ne pas avoir encore porté à la connaissance de la préfète les modifications survenues sur le site, l'objectif initial étant d'assurer une information définitive. L'inspection a demandé en séance que l'exploitant fasse un point d'étape d'ici septembre en informant d'ores et déjà Madame la préfète des modifications réalisées et à venir pour celles connues, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment un bilan du classement des activités exercées au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2 VI 27/01/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera faite selon les règles de l'art et sera entretenue en bon état. Elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constats du 27/01/2021 : NC2, de niveau 1 : L'état des installations électriques engendre un risque d'incendie et d'explosion comme le spécifie le certificat Q18, sans avoir fait, à ce stade, l'objet d'actions correctives. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir engagé l'ensemble des actions correctives permettant de lever les anomalies électriques observées lors du précédent contrôle. Le contrôle des installations électriques a été renouvelé le 24 novembre 2021 par l'intermédiaire de la société DEKRA. Le certificat Q18 établi consécutivement le 14 février 2022 conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion. L'exploitant a précisé avoir depuis changé de prestataire, un nouveau contrat ayant été établi avec la société BUREAU VERITAS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D3 VI 27/01/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumage
Prescription contrôlée : Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. Elles devront être suffisantes pour combattre un incendie jusqu'à l'arrivée des sapeurs-pompiers.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constats du 27/01/2022 : D3 : Il est demandé à l'exploitant de justifier de la surface géométrique de la couverture représentée par les trappes de désenfumage. Le jour de l'inspection et au travers de son courrier du 20 mai 2021, l'exploitant a fait valoir les surfaces représentées par les trappes de désenfumages présentes au sein des différents bâtiments : - 24,1 m ² au sein de l'atelier Muller, pour une surface totale de l'atelier de 1250 m ² , ce qui représente une surface de 1,93 % de la surface de l'atelier ; - 16 m ² au sein de l'atelier Rouge, pour une surface totale de l'atelier de 840 m ² , ce qui représente une surface de 1,90 % de la surface de l'atelier ; - 16,32 m ² au sein de l'atelier Jaune, pour une surface totale de l'atelier de 840 m ² , ce qui représente une surface de 1,94 % de la surface de l'atelier ; - 23,8 m ² au sein de l'atelier Bleu, pour une surface totale de l'atelier de 1215 m ² , ce qui représente une surface de 1,96 % de la surface de l'atelier ; - 83 m ² au sein du magasin, pour une surface totale de l'atelier de 4856 m ² , ce qui représente une surface de 1,70 % de la surface du magasin. Il convient de noter que les 2% de surface de trappes de désenfumage exigés à l'article 2.4 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (stockage de polymères) ne sont pas pas applicables aux installations existantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3, NC4 et D2 VI 27/01/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 5.7 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.
Constats : Le dispositif de rétention des eaux potentiellement polluées n'est pas optimal : <ul style="list-style-type: none">- Le maintien en permanence de la charge du compresseur permettant d'obturer les 4 exutoires du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées nécessite d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours ;- Les bouchons à mettre en place en cas de situation accidentelle au niveau des bordures bétons périphériques pour rendre le dispositif étanche nécessite d'être pris en compte au travers, d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé (la présence d'un stockage de palette s'avérerait gênant le jour de l'inspection).- quelques surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulations constituant normalement rétention en situation accidentelle, ne sont pas associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif.
Observations : Constats du 27/01/2021 : NC3, de niveau 1 : L'obturateur gonflable testé n'a pas pu être mis en œuvre du fait de plusieurs dysfonctionnements. NC4, de niveau 2 : Le dispositif en place sensé recueillir les eaux d'extinction d'incendie ne forme pas rétention en tout point de par l'absence de longrines en certains endroits. D2 : Il est demandé à l'exploitant de justifier du volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie qui sera constitué. Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié de l'acquisition d'un compresseur rechargeable dont la mise en oeuvre, associé aux boudins gonflables présents au niveau des 4 exutoires du site, permettent d'obturer le réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées. Le fonctionnement du dispositif a été testé au niveau de l'exutoire situé à l'entrée du site. Le maintien en permanence de la charge du compresseur nécessite d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours. L'exploitant a par ailleurs justifié de l'acquisition de boudins anti-inondation autogonflants au contact de fluides (atteignant une hauteur de 25 cm, stockés dans des armoires fermées situées au niveau de chaque portail), à disposer au niveau des seuils des portails d'accès au site en situation accidentelle, de sorte que soit constitué une capacité de rétention en mesure de retenir les eaux potentiellement polluées (volume de rétention calculé : 5211,5 m3) : <ul style="list-style-type: none">- Les bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, sont percées en partie ouest pour évacuer les eaux pluviales non polluées pouvant s'accumuler en fonctionnement normal, associées à des bouchons à mettre en place en cas de situation accidentelle pour rendre le dispositif étanche. Ce dispositif nécessite d'être pris en compte au travers, d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé (la présence d'un stockage de palette s'avérerait gênant le jour de l'inspection).- quelques surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulations constituant normalement rétention en situation accidentelle, ne sont pas associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif. Au regard des pentes en présence, l'exploitant doit justifier de l'absence de nécessité de renforcer le dispositif de rétention des eaux potentiellement polluées pour le rendre totalement étanche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC5, D4 et R1 VI 27/01/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Prescription contrôlée : Un plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera élaboré, et si cela s'avère nécessaire, en liaison avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours. Ce plan pourra, sur sa demande, être communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées. Il précisera notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,- la composition des équipes d'intervention,- les modes de transmission et d'alerte,- les personnes à prévenir en cas de sinistre. Ce plan, ou consigne générale, sera complété par des instructions particulières relatives aux divers ateliers.
Constats : Le plan de prévention et de secours doit être complété de fiches réflexes correspondant au maintien de la charge du compresseur permettant la mise en oeuvre des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées et à la mise en oeuvre des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation.
Observations : Constats du 27/01/2022 : NC5, de niveau 1 : Le plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie n'est pas finalisé et ne vise notamment pas la coupure des arrivées de gaz. D4 : Il convient que le panneautage associé aux deux arrivées de gaz soit clair et explicite, indiquant par ailleurs à chaque arrivée de gaz l'existence de l'autre arrivée de gaz et sa localisation. R1 : Il convient d'étudier la possibilité de supprimer l'une des deux arrivées de gaz au sein de l'établissement, cette multiplication présentant un risque supplémentaire non négligeable en cas d'incendie pour l'intervention des pompiers. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan d'intervention et de secours établi en mars 2022 comportant une première partie sur les dispositions globales à mettre en oeuvre en cas de situation accidentelle, et une seconde partie de fiches réflexes correspondant à des situations et à la mise en oeuvre de dispositifs spécifiques. Comme vu précédemment, le plan de prévention et de secours doit être complété de fiches réflexes correspondant au maintien de la charge du compresseur permettant la mise en oeuvre des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées et à la mise en oeuvre des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation. L'exploitant a par ailleurs réalisé un affichage spécifique au niveau des vannes d'arrivées de gaz (citerne et réseau gaz de ville) de façon à signaler clairement l'existence et la localisation des deux arrivées de gaz, tout en confirmant la décision de la société SERIOPLAST de supprimer prochainement la citerne de gaz (d'ici l'automne).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC6 et NC7 VI 27/01/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des gestion des déchets et bordereaux
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. À cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets : <ul style="list-style-type: none">- l'origine, la composition et la quantité,- l'entreprise chargée de l'enlèvement et la date de l'enlèvement,- la destination précise des déchets : lieu et mode de récupération ou d'élimination finale. Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constats du 27/01/2022 : NC6, de niveau 2 : Le registre de gestion des déchets n'a pas été tenu à jour depuis mi-2019. NC7, de niveau 2 : Les bordereaux d'enlèvement consultés ne se sont pas toujours avérés complets, notamment s'agissant de l'élimination finale. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir mis en place le dispositif de suivi des déchets TRACKDECHETS pour l'établissement. Néanmoins, aucun enlèvement ou élimination n'a encore été généré en 2022. L'exploitant a précisé avoir fait réaliser l'ensemble des éliminations des déchets stockés sur le site, les derniers enlèvements ayant été effectués en 2021. Le registre de gestion présenté par l'exploitant s'est avéré à jour des derniers enlèvements et complet. L'exploitant a par ailleurs été en mesure de présenter les bordereaux justifiant de ces enlèvements. Ces derniers se sont également avérés correctement renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC8 VI 27/01/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets : justificatifs des autorisations
Prescription contrôlée : Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constats du 27/01/2022 : NC8, de niveau 2 : Les arrêtés préfectoraux des sociétés BS ENVIRONNEMENT et PICOTY CENTRE ENERGIES SERVICES intervenant dans la chaîne d'élimination n'ont pas été présentés. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'ensemble des justificatifs des autorisations des prestataires intervenant dans la chaîne d'élimination des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet